Jeudi 7 avril 1977 – No 662

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

LA CORSE VENDUE AUX ENCHERES

Vente scandaleuse d'un lot de 2545 ha pour 6 milliards

Les lecteurs de différents journaux, dont «Le Monde» ont pu lire l'annonce dont nous publions le fac-similé ci-contre. Cette vente aux enchères s'est déroulée à la fin de la semaine dernière à Paris, et l'on apprend que le lot a été acquis pour une somme de 57 500 010 F, soit exactement 10 F de plus que la mise à prix initiale.

La terre de Corse bradée et spoliée, voilà qui a suscité colère et indignation de tous les Corses.

Ce lot de terre d'un seul tenant, qui représente 1/350e de la surface de la Corse, est situé au Sud de l'île, et couvre une partie des communes de Bonifaziu et de Figari. Il s'agit en fait d'un vaste territoire, où les promoteurs et financiers français comptaient depuis déjà un certain temps établir le complexe touristique de la «Tasta Ventilegna».

La vente aux enchères publiques avait été décidée à la suite de la liquidation de 43 sociétés immobilières françaises, qui avaient été partie prenante dans l'affaire de la «Testa Ventilegna». *(Suite p.3)*

ANNONCES LEGALES

IMPORTANT ENSEMBLE DE
TERRAINS EN CORSE
(CORSE DU SUD) COMMUNES DE
BONIFACIO ET FIGARI
2 545 HA - 77 A - 61 CA
TRUCES - MAQUIS - ROCHERS - ETANGS - MARAIS
CHENES-LIEGES - PINS - OLIVIERS
BAIGNES SUR ENVIRON
17 KMS DE COTES
LIBRES de LOCATION

Annonce parue dans le «Journal de la Corse».

• SNCF Rennes

Un cheminot écrasé par une rame de wagons

Samedi vers 23 H, sur la voie 8, Maurice Lion, père de 3 enfants était tué, écrasé par une rame de wagons.

Certains, la direction de la SNCF, diront : «c'est la fatalité» et prétendront même qu'il avait commis une faute !

Mensonge !

Tous les compagnons le savent bien : pour que les trains partent à l'heure, on est obligé d'aller toujours plus vite, et même de prendre des risques, surtout quand il pleut, comme samedi dernier, avec en plus à rattraper l'heure perdue du fait du changement d'horaire !

Une chose est sûre : s'il y avait assez de personnel, ça ne se passerait pas comme ça !

Notre camarade n'est pas mort à cause de la fatalité. Il a été assassiné par la société capitaliste de profit et la SNCF «nationalisée» est bien comme les autres boîtes !

Exigeons le renforcement de la Sécurité et l'embauche de nouveaux compagnons !

Des cheminots de Rennes

• Thionville

NON A TOUT LICENCIEMENT A USINOR !

Mardi, 2 000 sidérurgistes manifestaient devant l'usine de Thionville.

En plein accord avec Barre, et pour contribuer à leur manière au «redressement économique», les capitalistes d'Usinor viennent de prendre la décision de rayer de leur carte les usines de Louvroil et de Thionville. A Thionville ne subsisteront que la forge et la fonderie, alimentées par un four électrique: Tous les laminoirs encore en service seront arrêtés et ferraillés après juin, ce qui rendra inutiles l'aciérie Thomas et le haut-fourneau. Le bilan est lourd: plus de 3 000 suppressions d'emploi que les patrons entendent régler disent-ils sans gros problèmes. 1 000 licenciements camouflés à partir de 56 ans huit mois, 1 000 mutations déportations à Fos, Dunkerque, et Longwy, 1 000 licenciements non camouflés. Si chacun y met du sien, disent les patrons, ça se passera bien. Les dirigeants du PCF et de la CGT tiennent évidemment un autre langage : *«Il faut arrêter le bras des démolisseurs»* titre le PCF, *«Halte aux méthodes de truands... la meilleure défense c'est l'attaque»* écrit en écho la CGT qui appelait les travailleurs et leurs familles à un grand rassemblement dans l'usine le mardi 5 avril devant les grands bureaux. 2 000 sidérurgistes ont répondu à l'appel et se sont massés devant les grilles que les «truands» et les «démolisseurs» ont fermé symboliquement avec une chaîne.

Editorial

Defense de «l'outil de travail» ou lutte contre les licenciements ?

Alors que le patronat poursuit activement la réalisation de son plan de 20 000 licenciements dans la sidérurgie lorraine, les dirigeants du PCF et de la CGT de leur côté n'ont que *«le maintien et le développement du potentiel économique»* à la bouche.

En bons prétendants à la gestion du système capitaliste, ils proposent leur solution en vue d'obtenir une meilleure «productivité». Le 25 mars dernier, CGT, CFDT, FO, CGC, donnaient leurs recettes afin *«d'obtenir un ensemble sidérurgique dont le niveau de productivité atteindrait un des meilleurs au monde»*, grâce notamment à *«un personnel qualifié et compétent»*.

Bref, un langage et des objectifs qui ne diffèrent pas de ceux du patronat. Ce sur quoi ils se disputent, c'est sur la meilleure façon d'exploiter la classe ouvrière. Ils voudraient apparaître comme les plus capables de réaliser la rentabilité maximum de la sidérurgie. Non, décidément ces gens-là ne se placent pas du point de vue de la classe ouvrière, mais de celui des exploiteurs !

Et ils voudraient entrainer les travailleurs derrière eux pour défendre l'outil de travail comme ils disent. Mais qu'en ont-ils a faire, les travailleurs de cet outil de travail qui appartient aux capitalistes, et qui pour eux signifie exploitation, accidents du travail et chômage. Les ouvriers n'ont qu'une chose à défendre : leur droit au travail.

Mardi encore, le secrétaire de l'UD CGT affirmait : *«L'usine de Thionville ne doit pas fermer car la production d'acier en France ne s'élève qu'à 23 millions de tonnes»*.

Pour ces gens-là, l'intérêt des travailleurs est le cadet des soucis. Et à la clef de tout, leur inévitable refrain sur la nationalisation. C'est en effet bien là leur seule préoccupation : pouvoir s'installer à la tête des monopoles pour y développer «le potentiel économique», c'est-à-dire pouvoir à leur tour exploiter et licencier les travailleurs.

L'intérêt des travailleurs lui, se trouve ailleurs : dans la lutte résolue contre tout licenciement, en recourant pour cela à l'occupation des entreprises. Voici maintenant plusieurs mois que des milliers de licenciements sont annoncés, et qu'ont donc fait concrètement les directions syndicales pour s'y opposer ? Rien ! De délégations en débats parlementaires, leur seule préoccupation est de faire miroiter l'avènement du Programme commun. Mais, face à la misère, les travailleurs feront de plus en plus leurs les seuls mots d'ordre qui répondent à leurs intérêts : Non à tout licenciement ! Contre les licenciements, occupons les usines !

Sur invitation de l'Agence Chine nouvelle, le camarade Jacques Jurquet, directeur politique de notre journal et le camarade Henry Jour, rédacteur en chef, accompagnés de leurs épouses, ont assisté mardi soir à la représentation donnée par la troupe des ballets de Shanghaï.

A l'issue de la représentation, nos camarades ont tenu à saluer les acteurs et interpètes, à les remercier et à les féliciter pour l'excellent spectacle, placé sous le signe de l'amitié entre les peuples chinois et français.

SOMMAIRE

Page 2 :
– Angola : Le mécontentement grandit.
– Italie : Les révisionnistes et le patronat truquent l'indice des prix.
Page 3.
– Exactions de la police.
– Usinor-Dunkerque : le tombeau.
Page 4 :
–Congrès du SGEN-CFDT, une étape importante de la lutte entre les deux lignes.
– Port-de-Bouc : Victoire pour les marins.

APPEL

Tous les jours, la bourgeoisie exploite les travailleurs. Les loisirs ou les vacances leur permettent seulement de reconstituer leur force de travail. Ce que la bourgeoisie présente comme la grande évasion, c'est un nouveau moyen pour elle de réaliser des profits et de poursuivre son oppression.

Quelles vacances pour les travailleurs ? C'est le thème de l'enquête que nous entreprenons . Camarades, amis lecteurs, à vos plumes pour envoyer des témoignages de vacances, pour donner des renseignements sur les travailleurs du systéme hôtelier ou sur les petits paysans et les vacances.

Ecrivez nombreux !

Cinema

Un film sur la lutte du peuple Saharaoui :

«Nous aurons toute la mort pour dormir»

C'est un cinéaste mauritanien qui a tourné ce film au Sahara occidental. Voilà une preuve de plus que les peuples mauritanien et marocain s'opposent à cette guerre fratricide. Déjà, au procès de Casablanca, les marxistes-léninstes avaient manifesté leur ferme soutien à la lutte du peuple sahraoui..contre l'agression de Hassan II.

Deux heures et demi d'images somptueuses nous montrent les différents aspects du combat de ce peuple que les impérialistes et les deux superpuissances voudraient rayer de la carte parce que son sous-sol recèle du phosphate.

Les impérialistes essaient toujours de faire croire qu'ils ont la tâche exaltante de peupler des territoires vides. Mais les images nous montrent que le peuple sahraoui existe et qu'il est bien décidé à lutter les armes à la main pour son autodétermination.

Les femmes sahraoui, les jeunes, les vieillards, l'ensemble du peuple est mobilisé pour l'indépendance et la liberté.

Le peuple sahraoui explique bien clairement qu'il n'a rien contre les peuples marocain et mauritanien, qu'il lutte pour vivre libre et indépendant , en bon voisinage avec les pays voisins arabes du tiers monde. UN FILM A VOIR.

Television

Hier soir à antenne 2

De Marchand «le civilisateur» à Brejnev «le libérateur»

La série colonialiste sur le partage de l'Afrique au début du XXe siècle se terminait hier soir.

La série télévisée expliquait la progression des bandes armées françaises de l'Ouest vers l'Est de l'Afrique pour tenter de disputer aux Anglais la vallée du Nil.

Mais comment peut-on parler uniquement du partage de l'Afrique au début de XXe siècle par les Français et les Anglais sans parler des luttes des peuples d'Afrique pour l'indépendance. Actuellement, la grande majorité des pays africains ont conquis, au prix de lourds sacrifices leur indépendance politique. Ils construisent maintenant une économie indépendante.

Mais de nouvelles missions Marchand essaient de se frayer un chemin en Afrique. Ces nouveaux exploiteurs, emploient les mêmes procédés que les Marchand et les Kitchener. Ils pratiquent la division et montent les mouvements de libération les uns contre les autres.

Le projet de la mission Marchand de traverser l'Afrique d'Ouest en Est, Brejnev l'a reprise à son compte.

Les bandes de mercenaires et de trafiquants qui composaient la mission Marchand, ces bandes-là s'appellent «gendarmes katangais» au Zaïre.

Les missions Marchand et Fachoda pour le partage de l'Afrique se situaient avant la 1re guerre mondiale. L'Afrique est un endroit déterminant pour qui veut dominer l'Europe. Mais il y a un fait nouveau depuis, c'est la lutte unie des peuples du tiers monde. Partout, en Afrique, le pouvoir raciste blanc vit ses dernières heures.

Si les Marchand et les Kitchener se présentaient comme des civilisateurs, maintenant d'autres se présentent comme des libérateurs apportant le socialisme. Mais les peuples d'Afrique n'ont pas la mémoire courte et Brejnev et ses mercenaires se cassent de plus en plus les dents sur l'Afrique.

• Angola

Le mécontentement grandit La résistance s'organise

1 200 «conseillers techniques soviétiques et entre 15 et 20 000 mercenaires cubains à leur solde résident toujours en Angola. Ils s'y comportent en conquérants méprisants et arrogants et, de plus en plus, le peuple les identifie aux impérialistes anciens qui l'opprimaient.

UNE BASE D'AGRESSION

L'URSS a mis le pied en Angola et entend manifestement, tout en pillant sans vergogne ses grandes richesses, en faire une base d'agression contre les autres pays africains. C'est du territoire angolais que des colonnes de mercenaires bien entrainés, équipés jusqu'aux dents de matériel militaire soviétique, pénètrent au Zaïre en véritables agresseurs.

Les autorités zaïroises affirment même que des soviétiques et des Cubains encadrent ces troupes d'invasion.

DES MINES DE DIAMANT

Mais en Angola même, le comportement de ces curieux «alliés» suscite une colère et une haine grandissantes. Ce sont les soviétiques, violant grossièrement la souveraineté du pays, qui décident désormais qui peut ou non pénétrer en territoire angolais, quelles types de marchandises importer ou exporter, quelles entreprises peuvent opérer dans le pays. Les bases aériennes sont commandées par eux et leurs navires hantent tous les ports angolais. Convoitant les mines de diamant, l'URSS a pris des mesures strictes pour défendre ses intérêts dans la production du diamant. Les principales plantations de café angolaises sont gérées par des administrateurs entièrement à sa solde. D'énormes chargements de café sont acheminés vers l'URSS à un prix de 38 % inférieur à celui de marché mondial.

LA RESISTANCE

Mais les ouvriers des plantations de café n'ont pas accepté de mener la lutte de libération pour tomber dans un nouvel esclavage. Ils refusent de travailler sous la direction de ces nouveaux colons et ont fait baisser la production de café d'environ 80 %.

Dans plusieurs régions du pays, le peuple développe la lutte armée contre la présence de l'URSS et de ses mercenaires. Depuis juin dernier, 5 «campagnes d'encerclement» ont été lancées par l'URSS et ses agents. Ils se sont livrés à des massacres de la population qui ne diffèrent en rien des activités commises par les Portugais, et chassés les habitants de nombreux villages. Ceux-ci sont réduits à l'état de réfugiés privés de tous leurs biens.

C'est pourquoi le mécontentement est très vif parmi le peuple angolais. Il gagne même les rangs des mercenaires prosoviétiques parmi lesquels on enregistre un nombre croissant de déserteurs (jusqu'à près de 150 en un seul jour !).

A Moscou, Brejnev se frotte les mains pensant avoir gagné un avantage décisif en Afrique, alors qu'il ne fait que resserrer un peu plus la corde que les peuples du monde entier lui ont passé au cou.

Conseillers militaires , armes soviétiques et mercenaires cubains contre le peuple angolais.

• Italie

Les révisionnistes et le patronat truquent l'indice des prix

Les dirigeants syndicaux italiens, et parmi eux les révisionnistes à la tête de la CGIL viennent de truquer un peu plus l'indice des prix en vigueur dans le pays, à la demande des capitalistes italiens.

C'est de cet indice que dépend l'augmentation des salaires puisque le patronat italien avait, dans le passé, consenti sans se faire prier le principe d'une «échelle mobile des salaires», puisque ce système ne mettait guère en cause ses profits.

Dans le nouvel indice italien, les dirigeants syndicaux révisionnistes et réformistes viennent de prodiguer discrétement quelques coups sombres dans l'indice des prix : par exemple : seule une tranche très limitée d'électricité est désormais prise en compte, ce qui permet aux autres tranches d'augmenter allégrement.

Le prix du ticket simple de transport est remplacé par celui de la carte hebdomadaire, moins chère.

Le prix des journaux disparaît de l'indice (ils viennent d'augmenter de 33 %).

Les salaires gelés, l'indice truqué, c'est d'autant de gagner sur la sueur des travailleurs, avec la complicité de Berlinguer. Le PCI, faisant une fois de plus preuve de sa «responsabilité» à l'égard du capitalisme, a fait campagne pour que les travailleurs se serrent un peu plus la ceinture comme l'exigeait le FMI (fonds monétaire international) pour accorder 530 millions de dollars de prêt au patronat italien.

Berlinguer profite de cette occasion pour repartir à la charge et reposer le problème de la participation des révisionnistes italiens au gouvernement.

Déclaration de l'OLP

Lors d'une conférence de presse accordée à Damas pour marquer «Le jour de la terre» de la Palestine, Abu Mezer, porte-parole officiel du comité exécutif de l'Organisation pour la libération de la Palestine, (OLP), a condamné les crimes des autorités sionistes qui occupent la Palestine et tentent de diviser la cause nationale palestinienne, a indiqué ce soir radio-Damas.

Il a dit que le peuple palestinien a poursuivi sa lutte sur les terres occupées depuis la glorieuse guerre de libération d'octobre, ce qui reflète sa détermination de fonder un pays indépendant.

Évoquant les relations entre l'OLP et les autres pays arabes, il s'est réjoui des liens solides unissant la Syrie et la Révolution palestinienne. Le dialogue Palestine-Jordanie se déroulera sur la base de la résolution adoptée par le sommet arabe de Rabat, a-t-il souligné.

L'OLP respecte l'accord du Caire et fera tout son possible pour permettre au président libanais Sarkis de s'acquitter de ses devoirs, a ajouté le porte-parole.

Il a fait remarquer que le conseil national palestinien a recommandé la coopération avec les Juifs démocrates et progressistes sur les terres occupées qui sympathisent avec la cause palestinienne.

Développement de la production agricole et auxiliaire dans une province laotienne

La population Lao de la province de Champassac a développé activement la production agricole et auxiliaire.

La province a défriché plus de 1 000 ha de terre depuis l'année dernière, et sa superficie cultivée a été étendue à 300 000 ha.

L'année dernière, la population de cette province a construit 140 ouvrages hydrauliques de petite et moyenne dimension qui permettent d'irriguer plus de 6 600 ha de terres. Elle a rentré une bonne récolte de riz avec une production globale du district dépassant 80 000 tonnes: La plupart des familles du district de Muong-Khone sont parvenues à se suffire en céréales et un tiers d'entre elles disposent de surplus.

En même temps, l'élevage a été remis à l'honneur et se développe. Selon des statistiques incomplètes, la province compte 130 000 bœufs et 33 000 cochons.

• Usinor – Dunkerque

Le tombeau

Le 30 mars un nouvel accident survenait à Usinor-Dukerque. Un haut-fourniste du HF4 en était victime. Lundi il devait mourir de ses brûlures. Agé de 38 ans, Jean-Marie Domain avait 4 enfants.

Pour gagner du temps et donc de l'argent, la direction avait procédé à un changement au haut-fourneau, au mépris des données techniques et des conditions de sécurité. Elle a remonté le trou de coulée de la fonte. Conséquence : la pression est plus faible. De nombreux morceaux de coke non-détruits par la fusion tombent avec la fonte liquide et viennent boucher les trous de coulée. Le haut-fourniste doit alors déboucher.

Ce travail se fait non pas avec la perforatrice, mais avec les moyens du bord : «il faut gagner du temps pour être compétitif» tel est le raisonnement de la direction.

C'est ainsi que le 30, Jean-Marie Domain qui débouchait, a été surpris par une sortie de fonte très soudaine. Il essaya de se sauver mais tomba à quatre pattes dans la coulée qui se répandait à terre.

C'est un ouvrier immigré qui au mépris du danger devait se précipiter pour sortir de là son frère de classe français.

Quand ses camarades de travail sont allés le voir à l'hôpital, Jean-Marie avait bon moral malgré ses jambes et ses mains totalement brûlées. Aujourd'hui il est mort.

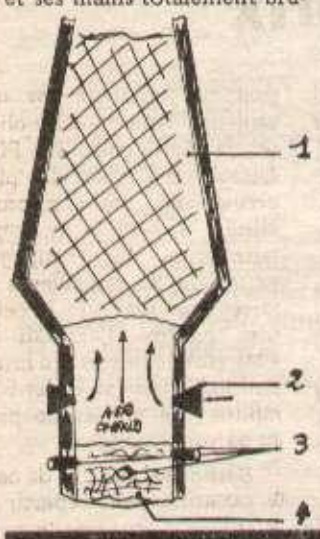
QUI EST RESPONSABLE ?

C'est le patronat d'Usinor qui en porte la responsabilité. Au nom du profit, la bourgeoisie trafique les machines, augmente les cadences, détruit toutes les conditions de sécurité.

Cet ouvrier travaillait en postes (4 équipes). La fatigue et le dérèglement qui en découlent ne sont pas étrangers à l'accident, loin de là.

Prenons un autre exemple : le 22 avril 1976, Jean-Claude Moreau est trouvé mort au haut-fourneau numéro 1. L'ingénieur, puis la direction, puis la sécurité sociale déclarent : suicide ! La section CFDT conteste à juste titre : c'est un accident du travail, dû au rythme des quatre postes et à tout ce qu'il entraine. La lutte continue sur ce cas précis.

De même les camarades de travail de Jean-Marie Domain ont fait grève le 2 avril (après l'accident) puis ont à nouveau cessé le travail après l'annonce de décès. C'est qu'Usinor-Dunkerque est un vrai tombeau pour l'ouvrier : 83 morts ces 15 dernières années, 38 rien qu'en 1975.



1 : mélange minerais plus coke.
2 : entrées d'air chaud (1 500o).
3 : sortie de coulée de fonte liquide.
4 : fonte liquide.

C'est l'air chaud qui soutient le mélange minerais plus coke. Le fait de déplacer les trous de coulée a détruit cet équilibre au mépris des normes techniques et de sécurité.

La Jeune Garde rouge

JCMLF

La Jeune Garde Rouge vient de paraître

Au sommaire de ce numéro d'avril:
– Corbeil : les jeunes des quartiers populaires face au SAC.
– L'enseignement agricole, ça sert à quoi ?
– Non à la réforme Haby !
Non à l'école du capital !
- Plus que jamais, l'école primaire divise.
- L'exploitation dès 14 ans.
- La répression organisée etc.
– Les luttes dans les CET, lycées, IUT, facultés.
– Sardou et ses copains.
- Un livre à lire : «Rencontre avec un paysan français révolutionnaire».
– Découvrez le cinéma albanais.

Exactions de la police

Les flics interviennent à la BNP, on parle de réexpulser nos frères immigrés de la Sonacotra, la Cour de sûreté de l'État condamne lourdement Jean-Charles Denis en Bretagne, le préfet de Marseille tente de justifier l'existence de la prison d'Arenc, l'affaire Agret révèle toute la corruption de ces milieux, les «brigades spéciales» de Grenoble confirment ce fait, à Carry-le-Rouet la police abat froidement un voleur de voitures.

La police reste au centre de l'actualité quotidienne. C'est bien normal en cette période de crise : la police est un des principaux piliers de l'État bourgeois menacé d'effondrement chaque jour davantage.

PRISON D'ARENC

Arenc est une prison clandestine et illégale pour immigrés. Non seulement, elle continue d'exister, mais encore le préfet de Marseille voudrait à la fois minimiser son importance et en justifier l'existence. Voici un communiqué du Collectif d'Arenc :

«Mensonges et déguisements de la vérité : une déclaration de circonstance en 5 points du préfet de police.

»La plus belle, si nous pouvons dire, c'est lorsque le préfet déclare, sans rire, que le centre d'Arenc n'est ni clandestin, ni illégal, puisque... " les ministres de la Justice et de l'Intérieur en ont reconnu l'existence" ! Et cela, devant le fait accompli, " à l'Assemblée nationale" ! Il conclut allègrement que puisque l'autorité administrative a le droit de détenir un étranger le temps indispensable à l'exécution de l'expulsion, ce centre est légal. Serait-ce la seule illégalité en cause à Arenc ?

»... Pour terminer, une bien bonne : "Aucun juge d'instruction n'a jamais condamné le centre d'Arenc... puisqu'il n'est pas dans sa compétence de condamner". Fait très réel. Mais lorsqu'un juge d'instruction dépose un dossier pour que celui-ci aboutisse à une inculpation, n'est-ce pas là une condamnation implicite ?».

L'AFFAIRE AGRET

L'affaire Agret est de celle qui met en valeur quelle est la «moralité» de «nos forces de l'ordre». Un communiqué du Comité Agret souligne notamment :

«En septembre 76, la Cour de cassation refuse de réviser le procès de Roland Agret, à partir de cette époque, Roland, soutenu par le Comité, va commencer à se battre pour obtenir une grâce médicale.

»Début mars, Giscard accorde à Roland une remise de peine de 3 ans et 8 mois, ce qui permettra au juge d'application des peines de mettre Roland en liberté conditionnelle. Agret, libéré mais toujours hospitalisé, a tenu une conférence de presse le mardi 29 mars, chez son avocat Maitre Dissler.

»Il s'explique sur son passé sans se dérober, " oui, j'étais un médiocre et un crédule, sinon je n'aurai pas travaillé dans ces milieux où se passaient des choses pour le moins douteuses". Il est fermement décidé à continuer sa lutte pour la révision de son procès (il a repris son dossier en main) et propose aux journalistes d'organiser une confrontation avec ceux qui l'ont couvert de boue (Cazi, Samergue, Delarue, Derogy...). Mais il veut se battre avec les Comités contre le système judicaire. " La justice est une mystification, j'ai payé très cher pour le savoir".

LA MAFFIA DE GRENOBLE

A Grenoble, la population ne fait plus tellement de différence entre la maffia et les flics. Bien normal. En 1972 furent créées des brigades spéciales antimaffia. Un de leurs exploits les plus remarquables fut d'avoir interpellé deux étudiants canadiens dont l'allure ne leur convenait pas. Les étudiants ont cru avoir affaire à des gangsters vu l'allure de ces flics de choc. Ils se sauvent. Les barbouzes tirent. Un étudiant est gravement atteint. L'enquête judiciaire s'évanouit en fumée. Mais ça continue. Aujourd'hui un des gros bras de la police grenobloise est inculpé et emprisonné : trafic d'armes entre la Suisse et la France.

Un autre se retrouve en prison : participation à un hold-up à Nimes.

Mai-Juin 1968 : les CRS chargent les barricades. A plusieurs reprises, ils doivent reculer. Aujourd'hui la police a-t-elle changé de nature ?

BAVURE A CARRY – LE – ROUET

Ce que la police appelle «bavure» c'est un homme assassiné de sang froid. Le dimanche 27 mars, les flics recherchent une «504»volée. Ils la retrouvent. Le conducteur veut fuir. Un flic tire. La voiture s'écrase en contrebas de la corniche.

Le conducteur, un jeune homme d'une vingtaine d'années, meurt à l'hôpital de Martigues.

UNE LEÇON A TIRER

Ainsi la police est aussi pourrie que le régime capitaliste qu'elle protège et défend.

Et quand on pense que le PCF voudrait mettre tout ce beau monde de tireurs à la gachette facile au service de la nation ! Quand on pense que le PCF demande plus de flics pour «protéger les citoyens» ! La police est celle du régime. Il faut détruire cette police, détruire ce régime qui matraque les grévistes et assassine au coin des rues.

• Thionville

Non a tout licenciement à Usinor

(Suite de la p.une)

Une délégation intersyndicale ayant vainement tenté d'obtenir de la direction l'ouverture des portes, celles-ci resteront fermées: La petite chaîne est restée en place sous la haute protection d'un permanent régional CGT (ancien ouvrier de l'usine) et du secrétaire CGT d'Usinor.

«Ouvrir les grilles, c'est faire le jeu des provocateurs». Nul doute que les ingénieurs et les dirigeants de Force Ouvrière ont trouvé cette attitude de la CGT «très responsable» et rassurante. Quant aux dirigeants locaux de la CFDT, ils ont cautionné au nom de la sacro-sainte unité intersyndicale. Puis les notables de «gauche», ceints de tricolore, ont pris la tête du cortège pour aller rendre visite au sous-préfet qui a approuvé les responsables syndicaux et les maires pour cette action de défense de l'emploi.

Pour les militants marxistes-léninistes et les révolutionnaires les choses étaient claires devant les grilles. Il y avait d'un côté le prolétariat (2 000 sidérurgistes menacés de licenciements ou de déportation) et de l'autre côté la bourgeoisie infiltré dans le prolétariat tous ceux qui avaient une peur bleu du débordement. La chaîne des grilles était à la fois la chaîne des patrons et celle des révisionnistes.

Avec les travailleurs en lutte, les militants prolétariens vont s'employer à la faire sauter dans les semaines qui viennent.

Un marxiste-léniniste de l'usine

La Corse vendue aux enchères

Vente scandaleuse d'un lot de 2545 ha pour 6 milliards

(Suite de la p.une)

La société qui devait remporter cette enchère est la «Financière», et une filiale de la «Paternelle SA». Au conseil d'administration de cette dernière, on trouve divers magnats de la grande finance, et puis on «découvre» que cette société est elle aussi une filiale du groupe financier Suez-Indochine, qui est l'un des plus gros propriétaire foncier de France.

Cette braderie de la terre corse est le résultat d'une politique bien établie de la part des monopoles et de l'État français, consistant à vider la Corse de sa population originale, pour en faire une terre pour le tourisme de luxe.

Mais cette politique a été mise en échec par l'occupation par les paysans corses de 1 200 ha appartenant à des colons faillis de la plaine orientale. Ces paysans ont montré la voie à suivre pour que la terre corse reste aux peuple corse.

• Port de Bouc

Victoire pour les marins

Après 25 jours de grève, les 19 chefs mécaniciens des remorqueurs de la SOGEREM ont repris après avoir obtenu satisfaction sur la question des millièmes (voir HR du 15/3/77), le paiement des jours de grève à 60 % et le paiement intégral des marins que la direction avait lockouté (sauf les deux jours de congés payés).

La division n'a pas joué ; les chefs mécaniciens ont exigé la «mise à la masse» des millièmes (c'est-à-dire leur partage entre tout le personnel) ce qui va à l'encontre des arguments de certains responsables locaux du PCF disant que la grève était «non justifiée», «catégorielle» et que «les marins n'ont pas à se plaindre ; ils ne gagnent pas si mal !».

Lutter n'est pas facile

Les travailleurs affrontent dans leur lutte de multiples difficultés. Les patrons, eux-mêmes organisés, disposent de bien des ressources (flics, justice, fric, etc.) et bénéficient de l'appui parfois décisif de prétendus «défenseurs des travailleurs», installés à la tête des syndicats et qui sabotent les mouvements.

Les travailleurs ont (notamment pour les mêmes raisons) des difficultés à briser l'isolement et à s'appuyer sur une large solidarité toujours nécessaire. Il s'ensuit des revers dont il faut tirer les leçons. En voici quelques exemples.

• Usine Teihol - Arlanc

A l'usine Teihol (sous-traitant de Renault) d'Arlanc, près d'Ambert (Puy de Dôme), les travailleurs (260 dont 120 environ syndiqués CFDT) ont mené une lutte pour 1 F 50 de l'heure pour tous (les salaires sont de 1 300 à 1 700 F par mois !) et des améliorations des conditions de travail (douche, 2 paires de bleus par an, dispositif antipoussière, etc.) : débrayage le 18 mars, grève avec piquet à partir du 24.

Le lundi 28, le patron envoie un huissier filmer les «atteintes à la liberté du travail». Il propose 50 F de prime d'assiduité, 6 % au 1er avril et 3 % à la prochaine augmentation des voitures.

La CGT, absente à Arlanc, a monté le matin même une section à TVE (Teihol voitures électriques : 38 ouvriers à Ambert). A 16 h, Lavialle de l'UL-CGT d'Ambert présente à l'assemblée générale les propositions du patron comme «un grand recul de la direction» et encourage à la reprise avec d'autres responsables CGT et CFDT.

Deux votes successifs, à bulletins secrets, sont favorables à la poursuite de la grève ! (65 pour, 38 contre, 3 nuls). Les dirigeants syndicaux en organisent une 3e le mardi 29 à 7 h 30, disant qu'il y avait beaucoup d'absents la veille. Celui-ci est pour la reprise (il y a une bonne centaine d'absents). Beaucoup d'ouvriers s'interrogent sur le «soutien» de la CGT à travers son intervention à TVE et à Teilhol-Arlanc !

D'après correspondant HR en accord avec 8 ouvriers de Teilhol-Arlanc

• OMNI MANU - Rennes

Les travailleurs d'Omnimanu (décharge des colis pour la SERNAM) étaient en grève depuis le 23 mars, pour 2 000 F minimum de salaire de base (ils ont actuellement de 1 400 à 1 700 F) et des revendications au niveau de l'hygiène.

Ils ont repris lundi avec 1,8 % d'augmentation et une augmentation de la prime de panier.

Il y avait pourtant 47 grévistes (sur 50) dont 41 à la CGT. «On a perdu 70 000 AF, et tout était contre nous, l'indifférence, pas de soutien, un patronat dispersé, presque anonyme».

Camarades, ces luttes qui paraissent toutes petites, parfois même sans importance, sont pourtant le pain quotidien de la classe ouvrière de notre pays. Il nous faut lutter pour vaincre l'indifférence qui les entoure, lutter pour que la solidarité ouvrière ne se calcule pas en fonction de l'importance de la lutte. Plus que jamais, et partout, «c'est tous ensemble qu'il faut se battre».

D'après correspondant HR après discussion avec des ouvriers d'Omnimanu

Congrès SGEN-CFDT

Une étape importante de la lutte entre deux lignes

Depuis le congrès de 1974, le courant de lutte de classe a sensiblement progressé. L'orientation de la direction réformiste a été mise en difficulté sur différents points : la titularisation des non-titulaires, les relations entre le syndicat et les travailleurs, l'école de classe (HR No660), mais aussi sur la chasse aux sorcières et le soutien au Programme commun. Ce qui marque un développement sensible de la lutte entre la ligne bourgeoisie (réformiste) et la ligne prolétarienne (classe contre classe), en faveur de cette dernière.

L'intervention d'Edmond Maire lors de ce congrès n'a pas fait l'unanimité, c'est le moins que l'on puisse dire !

Il n'a pas été applaudi par une partie de l'assemblée, et ce, malgré un discours nettement en retrait par rapport au soutien à l Union de la gauche et à la lutte contre ce qu'il appelle les «gauchistes» dans la CFDT.

Le congrès du SGEN a d'ailleurs démontré la large réprobation des militants contre le processus engagé par la direction confédérale après le congrès d'Annecy (la chasse aux sorcières).

A ce propos, deux textes ont été adoptés à une très faible majorité. Le premier présenté par l'Académie de Lyon (51,9 % de voix pour), relativement ambigu, affirme néanmoins «la volonté de favoriser cette pratique (de lutte collective et d'élaboration démocratique – NDLR) ne doit pas conduire à une chasse aux sorcières éliminant des militants trop critiques à l'égard de l'Union de la gauche ou de certains aspects de son idéologie et refusant de subordonner les luttes aux tactiques électorales».

Le second, issu du congrès académique de Nantes, voté par 47 % des mandats contre 43,6 % et 8,7 % d'abstention indique :

«Le SGEN, partie constituante de la CFDT, tient à l'amélioration du débat démocratique sur le fonctionnement et les positions de la confédération. Il réaffirme le droit de chaque syndicat à choisir son mode de fonctionnement propre. Un conflit éventuel doit être résolu par les instances concernées, après information contradictoire des parties intéressées. Il rappelle que l'appartenance à la CFDT n'implique pas le soutien à la stratégie de l'Union de la gauche.

UNION DE LA GAUCHE : PLUS QUE DES RÉSERVES

La dernière phrase ci-dessus est significative des contradictions du SGEN puisqu'on la retrouvera à côté d'autres plus marquées par le soutien au bloc réformiste-révsionniste. Néanmoins on a pu constater lors des débats de nombreuses interventions qui dénonçaient l'orientation de l'Union de la gauche dans l'Éducation.

Cependant, il est incontestable que le congrès a moins progressé en ce domaine que dans d'autres.

Deux facteurs peuvent expliquer ce phénomène. D'une part, le discours en apparence plus critique envers le Programme commun des dirigeants et d'autre part le fait que des éléments trotskistes tentent de s'infiltrer au sein du courant de lutte de classe dans le SGEN comme dans la CFDT et de l'exploiter pour tenter de le rallier dans le giron de Programme commun.

Il n'en reste pas moins que l'application des textes du congrèss conduira inéluctablement à des contradictions de caractère antagonique avec les forces du Programme commun.

******

Au total, ce congrès du SGEN-CFDT marque une étape importante dans la constitution d'un syndicalisme de classe et de masse dans l'Éducation. La résolution générale comporte des contradictions dont la direction élue devra tenir compte dans les mois à venir.

Le congrès a ouvert une période de lutte intense à l'intérieur de l'organisation mais aussi dans l'Éducation contre le plan Barre, la réforme Haby et la solution du Programme commun.

D'un point de vue plus général, la tenue de ce congrès a de nouveau démontré à ceux qui en auraient douté, que les perspectives électorales de l'Union de la gauche sont loin de faire disparaître l'important courant de tous ceux qui ont compris ou comprennent peu à peu qu'il n'y a qu'une seule solution à la crise capitaliste : la révolution proletarienne, instaurant la dictature du prolétariat.

Correspondant HR

Groupe SCHLUMPF : 1300 licenciements

Les travailleurs ripostent

A la demande des 8 négoces de laine du Nord (Hart, Prouvost, Dewarin, etc.) à qui les Schlumpf doivent des sous, les AGS (Assurances garanties salaires) ont refusé le prêt de 1 200 millions d'AF demandés par la COGEFI (administration provisoire) pour poursuivre l'activité des usines du groupe (Deffrenne-Roubaix, Glück Malmerspach-Alsace).

Résultat : les usines doivent fermer pour la fin juin et 1 300 ouvriers vont recevoir leur lettre de licenciement. C'est ainsi que banquiers et patrons voient l'épilogue de l'affaire : sur le dos des ouvriers ! Mais ceux-ci ne l'entendent pas ainsi et préparent la riposte.

Mais comment en est-on arrivé là ? S'agit-il d'une mauvaise gestion de mauvais patrons «gaspilleurs» (ce qui laisserait entendre qu'avec des patrons «honnêtes» ça ne serait pas arrivé) ? Non : Les Tiberghien-Lestrenne étaient «sérieux et honnêtes» et leurs usines ont pourtant fermé. Le responsable, c'est le capitalisme, c'est la crise.

LES COUPABLES

Les 2 Schlumpf : ils détournent des fonds pour monter un musée de tacots. Des fous ? Non : d'audacieux capitalistes pour qui seul compte le profit. En 1929, ils spéculent ; en 1940, ils collaborent avec les nazis et en 1970, ils se disent : le textile bat de l'aile, plaçons notre argent dans une affaire sûre, un musée d'une valeur de 10 milliards d'anciens francs unique au monde !

La COGEFI: elle met au point des plans de relance pour entreprises en difficulté avec l'appui des banques et de l'État («les pouvoirs publics». Exemple à Tiberghien : 300 licenciements, plus des crédits et ça repart !Voilà leur relance : au profit des patrons, sur le dos des ouvriers !

Mais à Deffrenne et en Alsace, ça n'a pas marché. A Roubaix, les 35 licenciements on n'en a pas voulu ; les banquiers ont refusé de financer ; la COGEFI s'en va.

Le «cartel» de la laine arrive alors. Son but : éliminer un concurrent et ensuite racheter stocks, marques et machines pour une bouchée de pain. Derrière cette manœuvre : peut-être bien le groupe Prouvost-La Lainière (Prouvost–Bernard et M. Derveloy, PDG de Permel, du groupe Prouvost, ne sont-ils pas venus en octobre 1976 à Deffrenne faire des propositions de rachat ?).

Toujours est-il que Schlumpf, COGEFI, Cartel de la laine, c'est la même politique, c'est la restructuration sur le dos des ouvriers, c'est la loi du profit !

Patrons (du textile), banquiers (des AGS), tribunaux (de commerce), gouvernement : tous complices !

LA RIPOSTE

En Alsace, les travailleurs occupent depuis plus de 3 semaines le fameux musée. Depuis mercredi 30 mars, les deux usines d'Alsace sont occupées et en grève illimitée.

A Thann (Haut-Rhin) les vitres du sous-préfet qui avait aidé les Schlumpf à s'enfuir en Suisse sont brisées.

A Roubaix, les Deffrenne occupent pendant 2 heures les locaux d'un créancier, ralentissent les cadences et occupent la nuit pour garder le stock contre les vautours.

Les travailleurs d'Alsace et de Roubaix, unis, veulent le maintien des 1 300 emplois sur place.

NON A TOUT LICENCIEMENT !

Correspondant HR

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 2e trimestre 1977